

Le Canada et la biosécurité



UN BROUILLON →
À AMÉLIORER

LE FABRICANT →
DES PRODUITS
KLEENEX
TALONNÉ

LA « CIA » DE →
L'AGRICULTURE





Où sont les étiquettes « avec OGM » ?

Greenpeace et Michel Chartrand appuient les Innus

Enfouissement des déchets nucléaires canadiens au Québec ?

Montréal et Toronto, 4 mai 2005 – Diverses organisations canadiennes de protection de l'environnement s'opposent aux recommandations du rapport préliminaire de la Société de gestion des déchets nucléaires (SGDN). En 2002, le gouvernement fédéral a donné un mandat de trois ans à la SGDN pour déterminer quelle était la meilleure façon de gérer les déchets radioactifs parmi les trois possibilités suivantes: évacuation en couches géologiques profondes dans le Bouclier canadien, entreposage à l'emplacement des réacteurs nucléaires et entreposage centralisé. Toutefois, comme l'admet elle-même la SGDN, chacune de ces méthodes pose de sérieux problèmes. Dans ses recommandations préliminaires, la SGDN propose d'utiliser successivement ces trois méthodes problématiques, sur une période de 300 ans. Coût projeté: 24 milliards de dollars. La SGDN estime que le site de dépôt des déchets hautement radioactifs devrait être situé au Québec, en Ontario ou encore en Saskatchewan. Elle fera sa recommandation finale au gouvernement fédéral le 15 novembre 2005.

La priorité, ce n'est pas de trouver comment éliminer encore plus de déchets radioactifs, c'est d'éliminer l'énergie nucléaire. Selon les écologistes, la stratégie à suivre commence par la réduction des déchets produits chaque année, et donc par la fermeture graduelle, d'ici 2020, des 22 réacteurs nucléaires du Canada à mesure qu'ils atteignent la fin de leur vie utile.

ÎLE RENÉ-LEVASSEUR :

Michel Chartrand et Greenpeace se joignent aux Innus de Betsiamites

Montréal, 13 mai 2005 – Le réputé syndicaliste Michel Chartrand et l'organisation écologiste Greenpeace ont tenu à apporter publiquement leur appui à la communauté des Innus de Betsiamites concernant leur lutte pour conserver intacte la forêt sur l'île René-Levasseur. On retrouve sur cette île certaines des plus vieilles populations d'arbres au Québec, certains ayant jusqu'à 300 ans. Seulement 20% de l'île est protégée, ce n'est pas suffisant. Le Québec est très en retard pour ce qui est de son engagement à protéger de toute exploitation 8% du territoire québécois d'ici 2008. Dès lors, pourquoi ne pas faire de l'ensemble de l'île René-Levasseur la prochaine aire protégée au Québec ?

Michel Chartrand a souligné l'importance pour le Québec de mieux gérer les ressources naturelles et de respecter les droits ancestraux des peuples autochtones: « L'avenir du Québec repose sur la protection de nos ressources naturelles, particulièrement la forêt, et sur de meilleures ententes avec ceux qui habitaient ce territoire avant l'arrivée des Européens. »

OPÉRATION DÉTECTIVE OGM

Martin et Charest:

Où sont les étiquettes « avec OGM » ?

Montréal, Québec, Victoriaville, 15 avril 2005 – Un an après l'adoption par le gouvernement fédéral d'une norme d'étiquetage « volontaire » des OGM, une large coalition d'organisations de la société civile a cherché ne serait-ce qu'une seule étiquette qui informerait les consommateurs qu'un produit alimentaire contiendrait des OGM. Ce piètre résultat confirme que la norme fédérale est de la poudre aux yeux. Pour célébrer le premier anniversaire, les membres de la coalition ont ainsi participé simultanément, dans plusieurs villes du Québec, à l'Opération détective OGM. À Montréal, c'est Sherlock Holmes en personne qui a mené sa propre enquête. Des militants ont distribué des loupes aux consommateurs pour qu'ils trouvent des étiquettes « avec OGM » sur les rayons d'épicerie. Greenpeace lance un défi aux consommateurs: envoyez-nous l'emballage d'un aliment vendu au Canada indiquant que celui-ci contient des OGM, et nous vous l'échangerons contre un produit biologique équivalent.

Rue Notre-Dame et la 25: boulevard ou autoroute ?

Montréal, 20 avril 2005 – Un important regroupement d'environnementalistes demande au maire de Montréal de prendre clairement position contre le projet de transformer la rue Notre-Dame en simulacre de boulevard autoroutier aux heures de pointe. Ces environnementalistes, parmi lesquels on retrouve Transport 2000, Greenpeace, Équiterre, le Conseil régional de l'environnement, le Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN, entendent rappeler au maire Tremblay les engagements qu'il a pris lors de la dernière campagne électorale à l'encontre de la transformation de la rue Notre-Dame en autoroute et en faveur de son réaménagement en boulevard urbain. Dans le dossier de la rue Notre-Dame, Montréal et Québec se seraient entendus pour transformer le projet de boulevard urbain, recommandé par le BAPE et adopté par la Ville, en projet d'une véritable autoroute aux heures de pointe. Les environnementalistes demandent donc au maire de Montréal d'indiquer clairement où il se loge et de tenir parole. Ils estiment que s'il ne dénonce pas le projet d'autoroute, il se trouvera à renier ses engagements. Les représentants des groupes environnementaux ont tenu leur point de presse sur le parvis de l'hôtel de ville alors que le comité exécutif de la Ville était réuni pour adopter le premier plan de développement durable de Montréal. Rappelant que ce plan de développement durable, comme d'ailleurs tous les récents plans de transport et d'urbanisme de la Ville, indique la volonté de l'administration municipale de réduire la pression de la circulation automobile, les groupes ont demandé au maire d'être cohérent avec les intentions annoncées.

C'est le printemps!

Je sais, vous vous en êtes sans doute rendu compte par vous-mêmes. Kyoto est signé. Maintenant qu'on a fait le nœud, il faut être capable de le serrer. Et les signataires ont tous appris à sauter à la corde. À suivre.

En Uruguay, un nouveau président a été élu. Tabaré Vázquez. Il est de gauche. L'Amérique du Sud commence à être un grand bateau qui vole de ses propres ailes dans la même direction, si vous me permettez l'expression. C'est le printemps! Et alors? La neige fond, ça fait de la sloche! On croit qu'il va faire beau, et il pleut. On croit qu'il va faire chaud, et oui... il fait chaud deux jours, puis arrivent dix jours avec des températures de zéro à cinq! Le printemps est une saison bâtarde, sans caractère, qui ne sait pas si elle doit être gentille et avoir de belles manières ou être une vraie peste et tourbillonner dans tous les sens, pour attirer l'attention. Le printemps est un égoïste qui se fout bien de ce que peuvent penser les gens qui le subissent. Ou de ce que ça peut leur faire. Cela dit, c'est souvent un beau temps pour les manifestations...

Mon printemps est étudiantin, plus qu'environnementaliste... Partout où nous sommes allés jouer, les étudiants étaient là. Moi aussi j'ai été étudiant. Et je trouve qu'ils se sont fait avoir par le gouvernement, avec la complicité des syndicats qui sont allés à la table des négociations sans la CASSÉE, laquelle représentait pourtant une partie importante des étudiants. Moi aussi, quand j'étais étudiant, je me suis fait avoir. Mais franchement, je croyais cette fois le mouvement parti pour obtenir bien plus que le minuscule rattrapage de gagne-petit finalement obtenu et qui a permis au gouvernement de se débarrasser du revers de la main d'un épineux problème qui va de toute façon réapparaître parce qu'il concerne un des fondements de la société: l'éducation! Oui messieurs dames! je vous le dis! je l'affirme haut et fort! Bon, trêve de politicianismes (sic)...

Pour soutenir les étudiants, on a donc manifesté et on s'est bien marrés, au parc Lafontaine, à l'Université Laval lors d'un *bed-in* et aussi à la Tour de la Bourse, où l'escouade anti-émeute est intervenue de façon cavalière et finalement assez brutale, mais sans morts. On s'est fait foutre dehors en deux temps trois mouvements, mais lorsque l'escouade est partie, elle s'est fait siffler et huer par la majorité des «bons travailleurs» de la Tour, comme quoi travailler à la Bourse n'empêche pas d'être humain... mais travailler à l'escouade anti-émeute, je ne sais pas...

Tomás Jensen a participé au printemps des étudiants et il a fait une partie de notre printemps en participant à notre journée *Zones sans OGM pour la biosécurité*, en mai dernier. Tomás donnera de nombreux spectacles au cours de l'été. Consultez son site pour en savoir plus: www.tomasjensen.com



D'ailleurs, j'ai été assez sidéré quand j'ai vu aux infos, le soir même, les images de la manif. Je résume: la manif consistait à bloquer les ascenseurs de la Tour afin d'empêcher l'accès des travailleurs (excusez-nous) et d'interrompre par conséquent le fonctionnement de la Bourse. Ça passait à Radio-Can, et je les croyais plus objectifs que ça. Je suis naïf ou je suis moi-même peu objectif. Ou les deux à la fois. En tout cas, on voyait effectivement l'anti-émeute intervenir sans faire dans la dentelle (ce qui à vrai dire serait assez surprenant de leur part), puis on avait droit aux commentaires des gardiens de l'ordre: «Ben... plus ils résistent et plus il faut forcer! Je pense que vos téléspectateurs sont capables de comprendre ça!» Le gars il a dit ça! Plus ils résistent, plus il faut forcer. Normal. Non. Si, si, normal. C'est le printemps! Mais alors le coup des téléspectateurs capables de comprendre! On se sentirait ainsi valorisé parce qu'on comprend ce que dit le monsieur, et du même souffle on approuverait son propos. Ce sont deux choses différentes, mais le sens de ce qui a été dit est balayé par le fait qu'on ne peut qu'opiner: «Plus ça résiste, plus il faut forcer!» Après une vérité comme celle-là, si on est capable de comprendre, finie la réflexion. Et tout le reste passe inaperçu... Bon, je fais un bœuf d'un crapaud ou une poutre d'une paille, mais à partir du moment où l'entente entre les syndicats et le gouvernement a été signée, allez, hop! Pour les médias, pour la police, plus de nuances, les étudiants qui restent sont des extrémistes ou des idéalistes qui chialent trop, plus besoin d'excuses...

Enfin, pour clore le reportage et le débat, on a eu droit à deux commentaires de «bons travailleurs»—des vrais cette fois, puisqu'ils passaient à la télé—affirmant que la manif était quand même dérangeante, car ils voulaient aller travailler et se sentaient pris en otage. Et les étudiants alors! Et plus encore ceux qui ont peu d'argent. Étudier, c'est la seule chose valable dans la vie. Non? Ou enseigner peut-être. Apprendre ou donner. ☺

PLAN CANADIEN DE MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE DE KYOTO

Un brouillon qu'il faut absolument améliorer

Le 13 avril dernier, le ministre de l'Environnement du Canada, Stéphane Dion, et ses collègues des Ressources naturelles, John Efford, et de l'Industrie, David Emerson, ont rendu public le plan canadien de mise en œuvre du Protocole de Kyoto.

Ce plan a reçu un accueil mitigé de la part de plusieurs des principaux groupes environnementaux québécois et canadiens, de nombreux éditorialistes ainsi que des partis d'opposition favorables au Protocole de Kyoto, dont le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique.

Pourquoi un tel constat ?

Rappelons que l'objectif de réduction du Canada s'alourdit chaque fois qu'Ottawa élabore un nouveau plan sur Kyoto. Le premier volet rendu public en 2000 nous apprenait que les émissions de gaz à effet de serre (GES) avaient augmenté de 13 % au-dessus du niveau de 1990. On prévoyait alors des réductions de 60 mégatonnes (MT), ou millions de tonne, sur un objectif national de 189 MT. En 2002, quelques semaines avant la ratification par le Canada du Protocole de Kyoto, le gouvernement de Jean Chrétien présentait un autre plan. Les émissions de GES étaient alors de 20 % au-dessus du niveau de 1990, et on devait les diminuer de 180 MT, sur un objectif de 240 MT. Le dernier volet de cette série de plans d'action nous apprend que les émissions du Canada ont augmenté de 24 % et que l'objectif de réduction du Canada est maintenant de 270 à 300 MT. En grande partie à cause de l'augmentation de la production de pétrole et du gaz naturel au Canada, notamment celle des sables bitumineux albertains.

Précisons que, de façon générale, les écologistes ont salué le fait que, 2 ans après avoir ratifié le Protocole et 8 ans après la

conférence de Kyoto, le gouvernement fédéral a finalement publié son plan. Toutefois, ils estiment que celui-ci ne permettra pas au Canada d'atteindre son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les délais prescrits.

Parmi les principales lacunes du plan, on relève :

- l'absence de précisions quant aux mécanismes et aux mesures concrètes qui seront mises de l'avant ;
- l'absence d'échéanciers et de cibles intérimaires pour la mise en œuvre ;
- l'absence de mécanismes transparents ou d'instruments pour mesurer les résultats ;
- le fait que le volume des réductions obligatoires exigées des grands émetteurs finaux (GEF)—qui produisent environ 50 % des émissions de gaz à effet de serre du Canada—soit si faible qu'il impose aux autres éléments du plan un fardeau inéquitable ;
- l'attente qu'au moins 74 % des objectifs de réduction soient atteints au moyen d'actions individuelles des Canadiens et Canadiennes ou à l'aide des fonds publics, alors que les individus ne sont responsables que de 23 % de l'ensemble des émissions du Canada.

Pour que le plan canadien soit crédible aux yeux des citoyens et citoyennes ainsi que des autres signataires du Protocole de Kyoto, le gouvernement doit immédiatement :

- établir des échéanciers et des objectifs intérimaires pour chaque section du plan ;



Exploitation des sables bitumineux en Alberta. Le camion à l'avant-plan sur cette image semble petit, mais il fait près de 3 étages de hauteur et pèse 320 tonnes. Le « bras » de la grue mesure 100 mètres. L'extraction de pétrole des sables bitumineux est une des plus importantes sources d'émissions de gaz à effet de serre au Canada.

- appliquer, dès 2005, d'importantes mesures de mise en œuvre dans toutes les sections du plan (y compris le Fonds pour le climat, le Fonds de partenariat, la section « Programme » et le système des GEF) ;
- renforcer le système des GEF en établissant, pour la période de 2008 à 2012, des objectifs plus ambitieux mais réalistes, qui soient proportionnels à la contribution des industries aux émissions de gaz à effet de serre du Canada ;
- s'assurer que le plan contienne un mécanisme pour prévenir tout comptage en double des réductions des émissions pendant la mise en œuvre du plan ;
- mieux utiliser la réglementation et les mesures fiscales, notamment en établissant des exigences réglementaires pour les GEF et les fabricants d'automobiles ;
- établir des mécanismes transparents pour garantir que les résultats obtenus dans chaque section du plan puissent être constamment évalués, que les réductions des émissions puissent être vérifiées et mesurées et que soit créé un système de rétroaction permettant d'ajuster le tir si le Canada n'est pas en voie d'atteindre ses objectifs de Kyoto.

Ces modifications sont nécessaires pour que le plan canadien de mise en œuvre de Kyoto soit respecté. ☺

PAR ÉRIC DARIER
RESPONSABLE DE LA CAMPAGNE OGM POUR GREENPEACE

OGM

Le concept de « zone sans OGM » gagne du terrain

Le mouvement en faveur des zones sans OGM gagne de plus en plus de terrain dans le monde. En Europe, plus de 100 régions et de 3 500 municipalités s'affichent désormais sous ce vocable. En janvier dernier, le mouvement a adopté le Manifeste de Berlin pour des régions sans OGM et la biodiversité en Europe.

L'État du Paraná, au Brésil, refuse de cultiver ou d'exporter du soya OGM. Même en Argentine, le 2^e producteur mondial d'OGM, la municipalité de San Marcos Sierras, dans l'État de Córdoba, est maintenant « sans OGM ». Au Costa Rica, la municipalité de Paraíso de Cartago a adopté, le 21 mars dernier, une déclaration allant dans le même sens

Même aux États-Unis, des *counties*, un équivalent de nos MRC, se sont déclarés « zones sans OGM » ou sont en processus de le devenir. Le mouvement est particulièrement fort en Californie, à Hawaii, au Vermont et dans le Maine. En 2004, les électeurs du Mendocino County, en Californie, ont appuyé dans une proportion de

56 % une proposition faisant de ce comté une zone sans OGM. Bref, l'idée de zones sans OGM fait son chemin chez plusieurs de nos voisins du Sud.

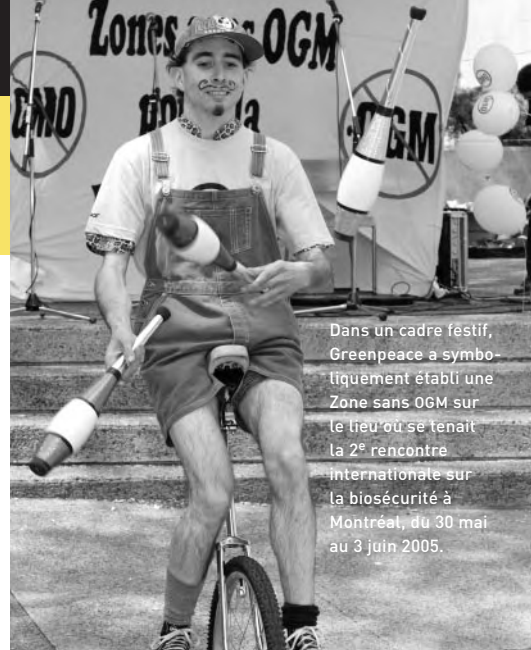
Au Canada

En Colombie-Britannique, la ville de Powell River s'est déclarée « zone agricole sans culture transgénique ». Le mouvement semble toutefois prendre encore plus d'ampleur à l'autre bout du pays, où le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) tient actuellement des consultations publiques pour faire de l'île une zone sans OGM. Le comité législatif chargé d'étudier la question devrait bientôt rendre public un rapport préliminaire, avant la reprise des

audiences publiques qui ont, jusqu'à présent, attiré un nombre élevé de citoyens.

Afin de connaître le degré d'appui populaire aux zones sans OGM, Greenpeace a confié à Léger Marketing et à Corporate Research Associates, de Moncton, la réalisation de deux sondages: l'un portant spécifiquement sur l'Î.-P.-É., et l'autre sur le reste du Canada et le Québec. Il en est ressorti que, après répartition des indécis, 64 % des Québécois, 62 % des résidents de l'Î.-P.-É. et 58 % des Canadiens soutiennent l'idée que leur province devrait se déclarer « zone sans OGM ». Ces pourcentages relativement élevés sont surprenants, car, à l'extérieur de l'Î.-P.-É., il n'y a pas encore eu de vastes campagnes ou d'importants débats publics autour de ce concept.

L'appui populaire à l'égard des zones sans OGM s'explique notamment par la frustration des citoyens devant les politiques pro-OGM des différents ordres de gouvernement. Le gouvernement fédéral a opté en avril 2004 pour l'étiquetage « volontaire » des OGM. À ce jour, aucun produit ne porte la mention « avec OGM », alors qu'une écrasante majorité de Canadiens, soit 83 % d'entre eux, exige un étiquetage obligatoire. Pour sa part, le parti libéral dirigé par Jean Charest avait également promis l'étiquetage obligatoire des OGM au Québec, mais cet engagement est resté lettre morte. Comme il y aura des élections municipales au Québec l'automne prochain, demandez aux candidats locaux s'ils soutiendraient une démarche pour que votre municipalité devienne une zone sans OGM. ☺



Dans un cadre festif, Greenpeace a symboliquement établi une Zone sans OGM sur le lieu où se tenait la 2^e rencontre internationale sur la biosécurité à Montréal, du 30 mai au 3 juin 2005.

Le Paraná: un État brésilien sans soya OGM

Malgré le fait que Monsanto ait réussi à convaincre le gouvernement du Brésil d'autoriser les OGM, des États comme celui du Paraná résistent et refusent toujours le soya OGM. Le Paraná a décidé que toutes les exportations de soya qui transitent par le port de Paranaguá devront être garanties sans OGM. Les autorités portuaires ont mis en place un système de contrôle systématique des cargaisons des camions et des trains entrant dans le port non seulement afin de vérifier la qualité des marchandises, mais surtout pour s'assurer qu'ils ne transportent pas de soya OGM. Une délégation internationale de Greenpeace a inspecté le port de Paranaguá en février dernier pour évaluer sur place le sérieux des mesures annoncées. La délégation a aussi participé à une conférence de presse organisée par Roberto Requião, le gouverneur de l'État du Paraná, qui a rappelé aux médias que les acheteurs européens et chinois, notamment, exigent du soya sans OGM. Le Paraná se retrouve en première ligne contre Monsanto. Le gouvernement de cet État a même lancé une campagne de publicité portée par le slogan « Ceux qui sont pour les OGM... sont contre les agriculteurs ». Ce slogan est accompagné d'une coupure de journal sur laquelle on peut lire le titre « Monsanto tente de corrompre des politiciens ».

Faites parvenir un message d'appui à Roberto Requião, gouverneur du Paraná. On peut lui écrire en français à l'adresse suivante:

Palácio Iguazu, Praça Nossa Senhora de Salette, s/n, 80530-909, Curitiba, Paraná, BRÉSIL
Par courriel: gov-rrequiao@governadoria.pr.gov.br

Pourquoi le Canada ne ratifie-t-il pas le Protocole de biosécurité?

La communauté internationale s'est donné rendez-vous à Montréal du 30 mai au 3 juin derniers pour la 2^e rencontre des parties du Protocole sur la biosécurité. C'est aussi à Montréal, en janvier 2000, que les pays s'étaient mis d'accord sur le texte final du Protocole malgré l'opposition farouche de l'industrie des OGM, des États-Unis et... du Canada. Malgré ses promesses répétées de ratifier l'entente, le Canada fait tout pour miner l'application stricte du Protocole et la prévention de la contamination génétique. Voici pourquoi...

PAR ÉRIC DARIER
RESPONSABLE DE LA CAMPAGNE OGM POUR GREENPEACE

Canada: 3^e pollueur par les OGM au monde

Après les États-Unis et l'Argentine, le Canada est le 3^e producteur d'OGM au monde avec environ 5 millions d'hectares. Ces trois pays représentent ensemble environ 90 % de la production mondiale d'OGM et la presque totalité du commerce international d'OGM.

Depuis environ deux décennies, le gouvernement du Canada a une politique en faveur du développement et de la commercialisation rapide des OGM. Tout le système d'autorisation gouvernementale canadien a été conçu de manière qu'il ne soit pas nécessaire de prouver l'innocuité des OGM avant leur dissémination dans l'environnement et la chaîne alimentaire.

Un des risques les plus importants liés aux OGM concerne la contamination génétique des plantes sauvages ou des plantes cultivées de la même famille que les plantes OGM cultivées à proximité. Une telle contamination peut se produire directement, par la pollinisation en champs, ou indirectement, par la contamination des semences lors de leur production ou de leur transport. Le commerce international et intérieur de matières premières agricoles comme le canola, le soya et le maïs fait que des denrées destinées à la consommation humaine ou animale peuvent aussi être utilisées comme semences et donc engendrer une contamination génétique.

Contamination génétique: le maïs OGM au Mexique

Le Mexique est un centre d'origine du maïs, et on y trouve des centaines de variétés. Il est crucial d'empêcher la contamination génétique par les OGM afin de protéger la biodiversité du maïs et d'assurer la sécurité alimentaire du pays.

Dans la région d'Oaxaca, de 3 % à 13 % (et jusqu'à 60 % dans certaines zones) des variétés locales de maïs sont déjà contaminées, probablement par les exportations de maïs étasuniens, dont la production est fortement subventionnée.

Mettant en place un seuil de tolérance zéro en matière de contamination génétique par les OGM, la Commission environnementale des trois gouvernements signataires de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) a recommandé en 2004—en vain jusqu'à présent—que tout le maïs importé au Mexique soit moulu avant son entrée au pays. On peut se procurer le rapport de la Commission, intitulé *Le maïs et la biodiversité. Les effets du maïs transgénique au Mexique. Principales conclusions et recommandations*, à l'adresse suivante: http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=français&ID=1647

Biosécurité et étiquetage des OGM

Bien que le Protocole sur la biosécurité ne porte que sur les mouvements transfrontaliers des OGM, certaines de ses dispositions

Contamination génétique: le canola OGM

- Au moins 70 % du canola cultivé au Canada est OGM et résistant à l'herbicide Roundup de Monsanto.
- Il y a pollinisation du canola OGM avec des mauvaises herbes apparentées, comme la moutarde sauvage, qui deviennent résistantes à l'herbicide de Monsanto.
- Des agriculteurs biologiques de la Saskatchewan ont intenté un recours collectif contre Monsanto et Aventis pour contamination génétique (voir: www.saskorganic.com/oapf/french.html).
- La contamination par le canola OGM peut se produire lors de son transport, de son transbordement et de son exportation.
- Du canola OGM pousse autour des ports japonais qui importent du canola canadien.
- L'Australie (pourtant pro-OGM) a imposé un moratoire sur la culture du canola OGM afin d'éviter la contamination de ses productions... et de ses exportations.



Transport et contamination génétique

- Le Protocole de biosécurité ne prévoit pas de seuil de tolérance pour les cargaisons de produits agricoles.
- La Commission de coopération environnementale de l'ALENA recommande un seuil de tolérance zéro en matière de contamination génétique par les OGM, en suggérant que tout le maïs importé soit moulu en farine avant d'être vendu au Mexique.
- Le Canada, les États-Unis et le Mexique ont signé en octobre 2003, un mois après l'entrée en vigueur du protocole, une entente qui légitime une contamination par 5 % d'OGM dans les cargaisons agricoles. Cette entente limite la responsabilité des entreprises maritimes comme la Canada Steamship Line (CSL), qui appartient à la famille du premier ministre libéral Paul Martin. Son gouvernement refuse toujours de ratifier le Protocole sur la biosécurité.



notamment les maïs Star-Link et le Bt10. Il est donc très clair que celui-ci protège les intérêts des pollueurs génétiques plutôt que la biosécurité et les agriculteurs conventionnels et biologiques. Le Protocole sur la biosécurité prévoit l'adoption, d'ici 2007, d'un cadre de responsabilité civile en matière de contamination génétique. Comme, en plus de la promouvoir, le gouvernement canadien pratique lui-même l'irresponsabilité en matière de contamination génétique, il n'est pas surprenant qu'il ne ratifie pas le Protocole.



touchent la gestion des OGM par les États. Par exemple, l'article 18 du Protocole prévoit que les mouvements transfrontaliers d'OGM devront être documentés afin d'informer les pays importateurs de la présence d'OGM. La communauté internationale veut rendre disponible le maximum d'information sur les OGM—type précis d'OGM, détails sur la variété, résultats des études d'impact sur l'OGM en question, etc.—par l'intermédiaire d'un code-barre universel (*unique identifier*). Or, le Canada et les entreprises de biotechnologie veulent que la mention demeure aussi vague que possible: «Peut contenir des OGM». Trois raisons motivent la position canadienne:

1. L'obligation de fournir une information détaillée forcerait le Canada à donner des renseignements sur les OGM cultivés au Canada, et notamment sur les études d'impact.
2. Des renseignements détaillés sur les OGM exportés du Canada permettraient aux pays importateurs, en cas de contamination génétique ou de dommages causés par un de ces OGM, d'établir plus facilement une causalité et donc d'engager la responsabilité directe du Canada.
3. S'il est possible d'établir un système de traçabilité des OGM à l'échelle internationale grâce à l'obligation de fournir une information détaillée, il est possible d'en faire autant à l'échelle du Canada.

Un système sérieux de traçabilité est également la condition essentielle à l'étiquetage obligatoire des OGM dans les épiceries. Le gouvernement canadien n'aurait plus aucune excuse technique pour ne pas mettre en place un étiquetage obligatoire des OGM, comme cela se fait déjà dans une quarantaine de pays.

Irresponsabilité et contamination génétique

Le gouvernement canadien refuse de mettre en place un cadre législatif établissant la responsabilité stricte en matière de contamination génétique. De plus, l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) n'effectue pas de vérifications systématiques pour prévenir la contamination. L'ACIA attend simplement que les entreprises de biotechnologie l'ait informée de «problèmes» pour annoncer rapidement qu'il n'y a pas de danger. Dans tous les cas, le gouvernement canadien a été incapable de prévenir la contamination par les OGM, même par ceux qui sont pourtant illégaux au Canada—

Pour des zones sans OGM

Devant cette irresponsabilité chronique du gouvernement canadien en matière de biosécurité, que pouvons-nous faire? Certaines provinces et certaines municipalités veulent, elles, agir de manière responsable. C'est le cas du mouvement international en faveur des «zones sans OGM». Voir en page 5 «Le concept de “zone sans OGM” gagne du terrain». ☺

rencontre : février 2004, en Malaisie. 2^e rencontre : fin mai 2005, à Montréal. Ratifié par 119 pays, dans lesquels ne comptent ni le Canada ni les États-Unis. Les transfrontaliers d'OGM → Responsabilité civile en cas de contamination génétique (à venir)

PAR MÉLISSA FILION
AVEC LA COLLABORATION DE LOUIS TEASDALE

FÔRET
BORÉALE

Le fabricant des produits Kleenex talonné par Greenpeace

Greenpeace a lancé une campagne musclée contre le fabricant de papiers jetables Kimberly-Clark (KC), reconnu mondialement sous le nom de sa fameuse marque Kleenex.

« Pourquoi une campagne contre Kimberly-Clark et non pas contre l'industrie forestière elle-même? », vous demandez-vous peut-être. Greenpeace sait par expérience que, règle générale, les compagnies forestières n'adoptent des pratiques en accord avec l'environnement que si leurs principaux clients l'exigent. Or, si Kimberly-Clark insistait pour obtenir de la fibre provenant de pratiques forestières durables, soyez assuré que les compagnies forestières s'empresseraient de satisfaire ce gros client.

Le number one

Nous avons ciblé la société Kimberly-Clark parce qu'elle est le plus important fabricant de papiers jetables au monde. En outre, nos recherches ont démontré que cette

entreprise est directement liée aux coupes à blanc effectuées dans la forêt boréale au Canada. En moyenne, les fabricants de papiers jetables utilisent 60 % de fibres recyclées et 40 % de fibres vierges pour la fabrication de leurs produits. Or, Kimberly-Clark a réduit ce taux à 19 % de fibres recyclées, alors que la fibre vierge qu'elle utilise provient souvent de forêts anciennes, comme la forêt boréale.

Plusieurs mois de recherche nous ont permis d'affirmer que Kimberly-Clark persiste à détruire les forêts anciennes. Nous avons étudié la situation financière de l'entreprise et cherché à savoir si elle pouvait augmenter la teneur en fibres recyclées de ses produits. Nous en avons conclu que oui, et voilà pourquoi nous menons une campagne KC.

Kimberly-Clark: quelques faits saillants

- Kimberly-Clark est le plus grand fabricant de papiers jetables au monde.
- En 2003, Kimberly-Clark a déclaré des ventes nettes de 14,3 milliards de dollars américains.
- Kimberly-Clark produit annuellement 3,7 millions de tonnes de papiers jetables.
- Moins de 19 % de la pâte utilisée par Kimberly-Clark en Amérique du Nord provient de matières recyclées.
- Sur son site Internet, Kimberly-Clark affirme avec fierté que « le papier-mouchoir Kleenex est fait de fibre vierge 100 % ».

Cette campagne comporte deux objectifs. Premièrement, nous voulons faire de Kimberly-Clark un chef de file mondial en matière de pratiques commerciales durables. Deuxièmement, nous voulons amener tout ce secteur industriel à utiliser de plus grandes quantités de fibres recyclées afin de réduire la pression sur la forêt boréale. Au Canada, l'industrie des papiers jetables se classe au troisième rang des utilisateurs de pâte issue de la forêt boréale.

Une forêt à conserver

La forêt boréale du Canada compte pour 25 % des forêts anciennes qui subsistent sur notre planète, et pourtant, on continue à y pratiquer la coupe à blanc, à y construire des routes et à la dégrader quotidiennement dans le but de fabriquer des produits jetables. Nous nous devons de sauvegarder cet écosystème dont l'importance est planétaire.

Outre le cybermilitantisme et les actions publiques pacifistes, nous consacrons la majeure partie de notre temps à travailler directement auprès des compagnies forestières et des fabricants de produits jetables, en vue de trouver des solutions durables à la crise qui sévit dans les forêts anciennes. Les principaux médias ne rapportent pas ce travail en coulisse parce qu'il n'est guère spectaculaire. De notre côté, nous l'estimons indispensable. ☺

Atchoum!

Voici les **mouchoirs faits de coton biologique** non blanchi de Greenpeace. Pour remplacer les mouchoirs en papier.



Commandes en ligne :
www.greenpeace.ca/f
(section boutique)

Commandes par téléphone :
1 800 320-7183

La « CIA » de l'agriculture

Toute une structure a été mise en place pour que l'*agrobusiness* ait les coudées franches et puisse imposer son développement économique. Ainsi, en 2004, le Comité consultatif externe sur la réglementation intelligente (CCERI), formé de huit représentants de l'agroalimentaire, de trois universitaires et d'un représentant des consommateurs, recommandait un plan stratégique dans lequel le projet de loi C-27 n'est qu'un instrument administratif. Le gouvernement canadien, avec la bénédiction de Paul Martin, réalise donc un plan bien défini pour harmoniser sa politique agricole avec celle des Américains. Le jour où le règlement « intelligent » entrera en vigueur, cela mettra fin à notre autonomie dans le secteur agroalimentaire.

Alerte aux OGM

Ce qui est donc inquiétant au sujet du projet de loi C-27, c'est qu'il donne un cadre juridique à une bureaucratie non élue. L'ACIA est formée de 30 groupements sectoriels de l'industrie agroalimentaire, de 7 groupements universitaires et professionnels et d'un seul groupement de consommateurs, et sa tâche est de réorganiser la réglementation canadienne en plaçant le commerce loin devant la sécurité alimentaire du pays. Ainsi, de par son double mandat –

Le projet de loi C-27 restructure le secteur canadien de l'agroalimentaire. La première étape de cette restructuration a débuté en 2001 avec la création de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA). Actuellement, nous en sommes à la deuxième étape, qui consiste à donner carte blanche à l'ACIA en lui confiant pratiquement le plein pouvoir en matière de réglementation agroalimentaire.

d'une part, assurer la santé des Canadiens de même que la sécurité et l'intégrité de l'agriculture au Canada et, d'autre part, accorder des permis pour de nouveaux produits alimentaires –, l'ACIA est en situation permanente de conflit d'intérêts.

Les changements projetés visent à en faire une superstructure, et cette « CIA » aurait dès lors un pouvoir accru pour recueillir, partager et utiliser de l'information dans ses relations avec des gouvernements et des organismes privés étrangers. Étant donné sa connivence actuelle avec de grandes entreprises telles que Monsanto, Cargill et Bayers, nul ne doute, dans les milieux bien avisés, que les intérêts privés seront de cette façon bien placés pour exercer leur emprise sur le secteur agroalimentaire et imposer, entre autres, les OGM (organismes génétiquement modifiés).

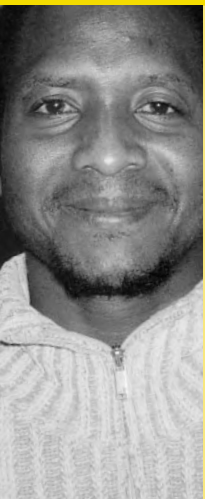
Jusqu'à la semence

Il faut savoir que si C-27 passe au Parlement en deuxième lecture sans opposition,

la troisième étape pour mettre en place la réglementation se fera par décret et sans faire l'objet d'un débat public. Dans ces circonstances, non seulement la porte sera-t-elle grande ouverte pour la prolifération d'aliments OGM, mais les semenciers comme Monsanto pourront-ils se frotter les mains. Le plan est machiavélique. Outre le projet de loi C-27 qui est à l'étude, une nouvelle réglementation du secteur des semences se prépare en effet. L'objectif visé consiste à retirer directement et indirectement aux agriculteurs un droit ancestral qui a permis à l'humanité de survivre jusqu'à présent: le droit de conserver et de réutiliser ses semences. Par exemple, si cette réglementation est adoptée, les agriculteurs qui utiliseront leurs propres semences n'auront pas droit à l'assurance-récolte.

Un appel à la mobilisation pour faire échec au projet de loi C-27 est lancé. Rendez-vous sur le site de l'Union paysanne, qui offre la possibilité de signer une pétition en ligne (unionpaysanne.com). ☞

Le Mali est « au coton » !



Ibrahim Coulibaly, véritable José Bové du Mali, est agriculteur, agronome et membre fondateur de la Coalition malienne pour la sauvegarde du patrimoine génétique national. Il milite au sein de l'Association des organisations paysannes du Mali comme chargé des relations extérieures et coordonne une campagne d'éducation populaire sur les OGM (organismes génétiquement modifiés). De passage à Montréal en mars dernier, il est venu défendre, auprès du gouvernement canadien, la cause des paysans maliens contre le chantage éhonté des États-Unis pour imposer aux paysans, contre leur gré, la culture du coton à partir de semences transgéniques produites par Monsanto. Depuis toujours, les paysans se servent de leurs propres semences qu'ils améliorent au fil des années, et c'est pourquoi l'éventualité d'une contamination par les OGM, avec toute la diminution de la biodiversité que cela représente, vient au premier rang des inquiétudes. Ils ont adapté leurs cultures aux conditions locales en faisant pousser, par exemple, des aliments sur des sols pauvres sans recourir à l'irrigation. Conserver et réutiliser les semences traditionnelles sont la clé de la sécurité alimentaire et économique. Faites savoir au gouvernement malien qu'il doit être solidaire de ses paysans et des demandes de l'Association des organisations professionnelles paysannes du Mali (AOPP) et refuser le coton transgénique qui ne fera qu'appauvrir le pays.

PRÉSIDENT DU MALI : M. Amadou Toumani Touré ; COURRIEL : presidence@koulouba.pr.ml

PAR JEAN ROUSSEL
AGRICULTEUR ET PROPRIÉTAIRE DE LA FERME

La ferme Cadet-Roussel, pionnière du mouvement de l'agriculture soutenue par la communauté (ASC), célèbre ses dix ans.

ACTION
RÉACTION

L'agriculture nous concerne tous

**La ferme Cadet-Roussel fête ses 10 ans
d'agriculture soutenue par la communauté (ASC).**

C'était un peu avant l'Union paysanne, il y a 10 ans, nous avons reçu à la ferme Cadet-Roussel un groupe de cinq jeunes environnementalistes, étudiants à McGill. Ils étaient pilotés par la fille de mon meilleur ami Alexis, nulle autre que Laure Waridel. J'étais bien en confiance. L'idée était surtout de faire le pont entre la ville et la campagne. Ces jeunes consommateurs se préoccupaient de leur alimentation; ils voulaient la reprendre en mains sans passer par le circuit normal des grandes chaînes et rendre accessibles les aliments biologiques. Il n'était pas comme tel question de faire en sorte que les produits soient livrés à bon marché, il s'agissait plutôt que chacun y trouve son compte. L'année qui a suivi leur a donné raison: des gens étaient prêts à s'impliquer pour mieux manger. C'était le début d'un nouveau système de distribution peu connu au Québec, mais déjà implanté au Japon, en Europe et aux États-Unis. ASEED, puis Équiterre ont fait un travail formidable de sensibilisation. En 10 ans, nous sommes passés de 20 à 300 paniers.

Nos partenaires sont des « consommateurs ». Ils achètent une part de la récolte qu'ils paient d'avance. Ils participent aux semis, aux repiquages, aux désherbages, aux récoltes et à la distribution, suivant leurs aptitudes. Il y a un responsable à chaque point de chute, un journal, un comité de dégustation et un conseil de coordination. Dans ce contexte, la ferme a bien évolué aussi. Économiquement, elle s'est rétablie, elle dépend moins de la banque, ses revenus étant calculés et assurés d'avance. Cela a permis à des personnes de travailler en permanence et de préparer la relève.

Coopérer ou sombrer

Actuellement, l'agriculture est dans le marasme. Parce qu'elle est basée sur l'exploitation et la spécialisation. Le prix moyen des céréales est de 120\$ la tonne, soit le même qu'il y a 30 ans. L'agriculture biologique est en grand péril aussi. Elle se dirige vers le bio-industriel... et beaucoup de problèmes. Il est temps d'avoir une vision, de faire de nos fermes des piliers économiques



de notre société. L'année après le début des paniers, mon fils s'est rendu en Pennsylvanie avec Élisabeth Hunter, ancienne responsable d'Équiterre, afin d'assister à une conférence sur les *land trusts*, ou fiducies foncières, et il m'a convaincu de tenter l'expérience de cette forme d'association. Je suis entré en contact avec Paul Thibault, un avocat qui avait déjà tenté de réaliser un projet similaire dans les Cantons de l'Est. Alors, on s'est mis à rêver ensemble.

Les conditions gagnantes

L'agriculture écologique associative est un nouveau concept. Il comprend trois entités. Je vous ai parlé des deux premières: le groupe des fermiers et le groupe des consommateurs en ASC. Il ne manque plus que les consommateurs investisseurs de Protec-Terre. Ces partenaires ont déjà acheté 70% des Parts sociales vertes (PSV). La vente du fonds de terre à la Fiducie va se concrétiser bientôt. La relève n'aura pas besoin de s'endetter, et la terre sera protégée. Protec-Terre, organisme à but non lucratif, va réaliser (en cinq mots): **la conservation du patrimoine agricole écologique à perpétuité** de la ferme Cadet-Roussel. Dans ce contexte, les fermiers sont toujours indépendants, ils n'ont que l'obligation de continuer à cultiver biologiquement et à faire des paniers. Un conseil de coordination constitué de trois représentants des trois entités harmonise les décisions qui ont rapport à cet aspect. Un tel mouvement d'ensemble nous permet de retrouver confiance en l'avenir. ☺

Le réseau des projets d'agriculture soutenue par la communauté (ASC) a 10 ans

Bon an mal an, de plus en plus de gens sont enclins à payer d'avance leur part de récolte, contribuant du même coup à l'essor du biologique. Cet été, 77 fermes offriront le fruit de leur récolte. Pour connaître les fermes participantes et tous les points de chute dans la province, visitez le site Internet d'Équiterre au www.equiterre.org ou faites le (514) 522-2000, poste 223.

VOUS AVEZ DES QUESTIONS OU DES COMMENTAIRES À FORMULER ? TÉLÉPHONÉZ À NOTRE SERVICE DES MEMBRES : 1 800 320-7183

GREENPEACE

Fondée à Vancouver en 1971, Greenpeace possède aujourd'hui des bureaux dans plus de 40 pays. Greenpeace est une organisation indépendante qui, par une approche de confrontation inventive et non-violente, œuvre à exposer les problèmes environnementaux planétaires, tout en favorisant l'avancement des solutions essentielles pour assurer aux générations futures un monde écologique et pacifique. Objectifs de Greenpeace: la protection de la biodiversité sous toutes ses formes; la prévention de la pollution et des abus qui touchent l'eau, la terre et l'air de la planète; la fin de la menace du nucléaire; la promotion de la paix, du désarmement et de la non-violence.

Dépôt légal: 2005 Bibliothèque nationale du Québec; Bibliothèque nationale du Canada ISSN 1198-2691. Le Réseau Vert est publié trois fois par année.

RÉDACTION ET COORDINATION Clôde de Guise | COLLABORATION Éric Darier, Steven Guilbeault, Jean Roussel, Louis Teasdale | CORRECTION Intersigne | CONCEPTION GRAPHIQUE Diane Héroux | IMPRESSION Produlith inc. | ÉDITEUR Greenpeace Canada



LECTURE

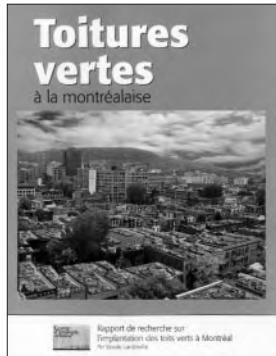
The Greenpeace to Amchitka: An Environmental Odyssey

Robert Hunter, Arsenal Pulp Press, 2004

Bob Hunter 1941-2005, premier « Guerrier de l'arc-en-ciel »

En 1971, avec un petit groupe de gens créatifs et déterminés, Bob Hunter quittait Vancouver pour l'Alaska à bord d'un rafiote, le *Phyllis Cormack*. Il ne savait pas à ce moment-là qu'il allait donner naissance à la plus importante organisation environnementale internationale, Greenpeace, ni que celle-ci aurait un jour pignon sur rue dans une quarantaine de pays et compterait quelque 3 millions de membres. Si Greenpeace est aujourd'hui reconnue pour sa créativité, son sens de l'impact médiatique et sa passion profonde pour la défense de l'environnement, c'est en bonne partie grâce à Bob Hunter. C'est lui qui a donné le nom de *Rainbow Warriors*—ou « Guerriers de l'arc-en-ciel »—aux militants de Greenpeace. Il a également créé l'expression *mind bomb*—ou « bombe idéologique »—pour décrire l'impact des actions de Greenpeace.

En 1973, Bob Hunter est devenu le tout premier président de Greenpeace, qu'il s'est engagé à transformer en une véritable organisation internationale. Il a quitté son emploi chez Greenpeace en 1981. Journaliste spécialisé en environnement, auteur de plusieurs livres, il n'avait rien perdu de son appétit pour les idées nouvelles ni de sa fougue pour faire changer les choses. C'est avec tristesse et respect que Greenpeace souligne le décès de Bob Hunter, le tout premier « Guerrier de l'arc-en-ciel ». Celui-ci nous lègue son expérience dans son dernier ouvrage.



Toitures vertes à la Montréalaise

Rapport de recherche sur l'implantation des toits verts à Montréal, Maude Landreville, Société de Développement Communautaire de Montréal et Centre d'écologie urbaine, 2005, 106 p.

Cet ouvrage est bilingue et annonce la révolution du toit végétal en milieu urbain. C'est un guide pratique agrémenté de données historiques sur l'évolution du toit vert dans le monde. Juste la page couverture donne envie de végétaliser l'ensemble des toitures de Montréal. Un « look » à faire rêver: joli et utile à la fois! On peut commander ce livre, au prix de 20\$, auprès du Centre d'écologie urbaine, tél.: (514) 282-8378 ☎

À surveiller:

Des équipes de Greenpeace seront dans la rue dans la ville de Québec tout l'été!



Oui! Je veux adhérer au programme de dons mensuels de Greenpeace

Je sais que mon don mensuel servira à appuyer et à maintenir les campagnes vitales que mène Greenpeace pour protéger la santé de notre planète.

Je veux faire un don mensuel de:

- 12 \$
 25 \$
 50 \$
 100 \$
 Autre montant: _____ \$

Vous pouvez choisir n'importe quel montant.

Si vous faites un don de 12\$ ou plus par mois, vous recevrez un coupon pour obtenir un t-shirt en coton biologique de Greenpeace.

PRÉNOM _____	NOM DE FAMILLE _____
NUMÉRO ET RUE _____	VILLE _____
PROVINCE _____	CODE POSTAL _____
TÉLÉPHONE (RÉSIDENT) _____	TÉLÉPHONE (TRAVAIL) _____
COURRIEL _____	

Options de paiement: Chèque Visa MasterCard

- J'ai joint un chèque portant la mention « SPÉCIMEN ».
- J'autorise Greenpeace à débiter le montant indiqué ci-dessus le 15 de chaque mois.

Numéro de carte: _____/_____/_____/_____

Expire à la fin de: _____/_____/_____ Date: _____/_____/_____

Signature _____

Votre don ne donne pas droit à un crédit d'impôt.

La routine vous ennuie? Greenpeace élargit votre rayon d'action.

Tous les donateurs et donatrices recevront trois fois par an un exemplaire du Réseau vert, la revue de Greenpeace.

Vous pouvez modifier votre engagement en tout temps en téléphonant au 1 800 321-7183.

Veuillez retourner ce formulaire à:

Greenpeace, 454, avenue Laurier Est, Montréal (Québec) H2J 1E7



Canola transgénétique



Cimetière de navires sur une plage de Mauritanie

Des écrivains renommés en tournée dans les forêts finlandaises

Helsinki (Finlande), 12 avril 2005 – Un groupe d'écrivains européens célèbres visite les régions nordiques de la Finlande afin d'observer sur place l'anéantissement des forêts de peuplement ancien. Ces forêts se font tailler en pièces au profit du marché international des pâtes et papiers.

Niccolo Ammaniti d'Italie, Key Finn du Royaume-Uni, Karel Verleyen de Belgique, Aurélie Filipetti de France, Robin Valtiala de Finlande et Lydia Rood des Pays-Bas sont quelques-uns des auteurs qui font partie de l'expédition. La campagne de Greenpeace reçoit également l'appui d'écrivains de réputation internationale, dont Isabel Allende, Günther Grass, Margaret Atwood et Ian Rankin. Dans le cadre de la campagne Plumes vertes de Greenpeace, des auteurs et des éditeurs se font les ambassadeurs de la protection des forêts anciennes qui subsistent encore dans le monde. Chacun des participants s'engage notamment à faire en sorte que son prochain livre soit imprimé sur du papier recyclé ou certifié Forest Stewardship Council.

<http://www.greenpeace.org/france/news/initiative-plumes-vertes-d>

Du riz transgénétique contamine la chaîne alimentaire en Chine

Pékin (Chine), 13 avril 2005 – Après avoir dévoilé l'existence de disséminations illégales d'une variété de riz génétiquement modifié (GM) en Chine, Greenpeace en appelle au retrait international de ce riz transgénétique, qui n'a pas été approuvé pour la consommation humaine et qui pourrait bien avoir contaminé les exportations chinoises de riz.

Une équipe scientifique de Greenpeace a révélé que du riz GM non autorisé était cultivé et vendu illégalement depuis deux ans dans la province chinoise de Hubei. Il s'agit de riz Bt, génétiquement modifié pour sécréter un insecticide à l'intérieur de la plante. Greenpeace estime qu'au moins de 950 à 1 200 tonnes de riz GM sont passées dans la chaîne alimentaire après la récolte de l'année dernière et que jusqu'à 13 500 tonnes pourraient s'y retrouver après la récolte de la présente année si rien n'est fait dans l'immédiat pour empêcher la contamination.

Pour un démantèlement écologique des navires

La Valette (Malte), 13 avril 2005 – Chaque année on désarme dans le monde environ 600 grands navires de haute mer. Ces bateaux parvenus en fin de vie, promis à la casse, qui renferment encore de l'amiante, des substances chimiques toxiques et des métaux lourds, mettent alors le cap vers les pays pauvres de l'Asie et de l'Afrique. Vu l'embargo international récent sur les pétroliers monocoques, on prévoit que plus de 2 000 pétroliers devront être désarmés d'ici les cinq prochaines années. Alors que 14 % des pétroliers battant pavillon européen arborent le pavillon maltais, l'île de Malte, avec ses 61 pétroliers monocoques, arrive au premier rang des pays d'Europe propriétaires de pétroliers battant pavillon européen. Greenpeace exige des ministres des Transports de l'UE et de la Commission européenne qu'ils s'engagent à ce que les navires européens toxiques, promis à la casse, et dont l'accumulation représente un boulet pour l'environnement, n'aboutissent pas sur les plages asiatiques et africaines.

En plus d'accroître les contraintes que subissent déjà les chantiers navals de démolition, les plages vont autrement être transformées en cimetières de navires toxiques.

Le rapport intitulé *Destination Unknown: European single hull oil tankers... No place to go* (Destination inconnue: les pétroliers européens monocoques... Pas de place où aller) est disponible à l'adresse suivante:

<http://www.greenpeaceweb.org/shipbreak/destination.pdf>

Contamination au Japon par des OGM canadiens

Tokyo, (Japon), 24 mai 2005 – Du canola génétiquement modifié (GM) pousse en périphérie de 8 des 10 ports par lesquels transite le canola GM importé du Canada. Ce canola GM, qui pousse librement à proximité des champs de riz, le long des rivières et des routes, provient du déversement accidentel de graines de canola durant le transport. On a retrouvé du canola GM jusqu'à 30 kilomètres du port de Kashima.

Près de 80 % des 2 millions de tonnes de canola importées annuellement par le Japon proviennent du Canada. Dans une proportion de 80 %, ce canola canadien est GM et produit par deux entreprises: Monsanto et Bayer.

Les graines de canola servent à produire des huiles comestibles, de la margarine, de la mayonnaise ainsi que des aliments pour le bétail et des engrais. Les groupes de consommateurs sont déjà inquiets parce que le canola GM, utilisé pour produire des huiles comestibles et autres aliments au Japon, n'est pas sujet aux règles de l'étiquetage des OGM. ☺

